

144 COMMUNES SONT EN PÉNURIE DE MÉDECINS

« Soit plus d'une sur deux... Et cela va al crescendo », nous confient des généralistes

Ce sont des témoignages poignants de médecins qui nous ont poussés à nous interroger sur la pénurie de généralistes. L'Agence pour une vie de qualité (Aviq) indique que 144 communes wallonnes y font face, contre 119 en 2016. Dans certaines d'entre elles, les médecins sont au bout du rouleau.

« Je n'en peux plus. Les patients font file dans ma salle d'attente et je n'arrive pas à prendre un jour de repos. Je travaille chaque jour de 7 heures à 22 heures. Et un week-end sur deux, je suis de garde. Je suis épuisé physiquement et émotionnellement... Et pourtant, entre les épidémies de gastro-entérite et de grippe, les semaines à venir seront les pires ! Mais je tiens bon car je sais que mes patients ont besoin de moi. Il faut vraiment trouver une solution sur le long terme. Je suis âgé et je ne vois aucun jeune qui vient s'installer dans ma région. Si on ne fait rien, mes patients devront faire d'ici dix ans 30 à 40 kilomètres pour être soignés », nous confie un médecin de la province de Luxembourg.

« UNE VIE INFERNALE »

Dans le Centre, des praticiens ne trouvent pas de remplaçant durant leurs congés. « On arrive en période de congés scolaires. Et je ne trouve aucun confrère qui accepte que j'oriente ma patientèle vers lui durant mes vacances à l'étranger. Quand un d'entre nous est en

congé, la situation devient extrêmement compliquée pour les autres. Déjà surchargés de travail, ils doivent accueillir temporairement de nouveaux malades. Et dans ces cas-là, on croise les doigts pour qu'un des médecins ne tombe pas malade ou n'ait pas un problème familial. Car ce serait une vraie catastrophe », affirme un généraliste louviérois. Tout cela pousse certains d'entre eux à prendre des mesures radicales. « Nous sommes toujours plus nombreux à refuser de nouveaux patients pour garder un semblant de vie privée. Pour ma part, j'ai mis un terme aux consultations libres. Aujourd'hui, c'est sur rendez-vous », ajoute un autre docteur.

Si bon nombre des témoignages qui nous sont parvenus sont anonymes, ce ressenti global est confirmé par les statistiques. Selon l'Aviq, plus d'une commune sur deux en Wallonie fait face à une pénurie de généralistes. Cela représente 144 communes. À en croire les praticiens interrogés, la situation va aller crescendo avec les années. Mais comment expliquer ce phénomène ?

« Tout d'abord, la médecine généraliste n'est pas perçue durant les études comme un choix prestigieux. beaucoup d'étudiants se spécialisent donc. Ensuite, les jeunes souhaitent aujourd'hui une vie personnelle épanouissante avec des horaires de 8 heures à 18 heures. Là où la géné-

ration plus âgée pouvait travailler jusqu'à 21 ou 22 heures », nous confie Thierry Van der Schueren, Secrétaire Général de la Société Scientifique de Médecine Générale (SSMG).

REFUS DES NOUVEAUX PATIENTS

« À cela s'ajoute, la complexité croissante de notre métier avec davantage de patients souffrant de maladies chroniques et des patients plus exigeants. Ils veulent par exemple participer au choix des médicaments. Cela allonge le temps de consultation. C'est pourquoi de plus en plus de généralistes placent des limites concernant le nombre maximal de patients à la journée », continue-t-il.

L'âge moyen de nos médecins étant de plus en plus élevé, la situation ne risque pas de s'arranger car ils ne seront pas tous remplacés par des jeunes. « Il y a des poches de pénurie plus problématiques. C'est surtout le cas en milieu rural. Dans ces communes, il y a moins d'habitants et les médecins doivent parcourir de nombreux kilomètres entre chaque patient. Ces zones sont aussi éloignées des grandes villes et les médecins ne disposent pas de tous les services. Tout cela n'incite pas les jeunes à venir s'y installer », affirme D. Simon, de Collontaine. « Dans certaines régions, la pénurie s'exprime davantage au niveau des services de garde. Il n'y a pas assez de généralistes pour travailler les nuits et week-

ends. Et certains sont obligés de faire de nombreux soirs ».

ALISON VERLAET

Pas qu'en Wallonie

Bruxelles, ce sera en 2027

Bruxelles comptait l'an dernier 1.468 médecins généralistes, soit 1.23 par 1.000 habitants, selon une étude de l'Observatoire de la Santé et du Social de la Région bruxelloise. Si l'on prend en compte les médecins âgés de 55 à 64 ans et ceux qui pratiquent encore dans les tranches d'âge supérieures, 45 % des généralistes pourraient avoir cessé de pratiquer d'ici 2027. Cette situation est susceptible de créer une pénurie, sauf si 486 médecins plus jeunes viennent les remplacer. Cette analyse révèle aussi que cette pénurie touchera en particulier les communes d'Evere, d'Uccle, des parties d'Auderghem, Etterbeek, Ixelles et Anderlecht, et ce, sans tenir compte des écarts en besoin de soins des habitants en fonction de la situation socio-économique des quartiers. Enfin, on apprend que la moitié des médecins bruxellois (49 %) travaillent dans une pratique de groupe. Cette proportion est bien plus élevée encore chez les jeunes médecins, plus soucieux de concilier leur vie professionnelle et leur vie privée.

Des incitatifs financiers qui attirent très peu

Pour attirer les jeunes dans les zones en pénurie, il existe des aides pour les travaux de rénovation de cabinets médicaux via le fonds européen « Feader ». Via le système Impulseo, les jeunes médecins reçoivent aussi au niveau wallon des primes à l'installation. Ils peuvent bénéficier de 20.000 à 25.000 euros en respectant diverses conditions. L'une d'entre elles est, par exemple, une première installation en zone de pénurie dans les 5 ans

après l'obtention de la reconnaissance comme généraliste.

« Mais ce système est aujourd'hui insuffisant. Ainsi, une jeune médecin va préférer s'installer près d'un centre-ville où son compagnon a son travail. Il n'y a donc pas de solutions simples à ce problème si complexe. Mais, on peut valoriser durant les études la médecine généraliste », détaille le Secrétaire Général de la Société Scientifique de Médecine Générale. « On peut aussi repenser l'organisation géné-

rale des soins de santé. Autrement dit, on doit se demander 'qui fait quoi ?' pour que le travail soit réparti équitablement entre les professionnels et sur le territoire ».

TOUT REPENSER

Une position partagée par Paul De Munck, président du Groupe Belge des Omnipraticiens. « En plus de réfléchir à qui fait quoi, il faut corollairement oser discuter des sous-quotas. Dans le paquet octroyé par le fédéral, les

communautés doivent voir quelle spécialité en a besoin et en quelle quantité. Car il ne faut pas, en Wallonie, un même nombre de gynécologues que de généralistes », affirme le médecin. « À côté de ces deux points, il est important de s'interroger sur les raisons de la pénurie actuelle. On pourra ainsi mettre les bases pour retrouver une certaine attractivité auprès des jeunes en ce qui concerne la profession de généralistes mais aussi envers les régions souffrant d'un

manque de généralistes. Enfin, il faut réfléchir à la libre circulation des médecins. Il n'est pas logique qu'un Roumain ait accès à un numéro Inami quand il arrive chez nous alors que, pour les étudiants belges, il y a un contingent. Mais...

tous les points précédemment évoqués ne peuvent être améliorés que si chaque entité du cadre institutionnel apporte sa pierre à l'édifice. », conclut-il. ●

ALISON VLT.

Plus de nom en salle d'attente : exagéré !

Quelle ne fut pas la surprise de cette patiente qui s'est rendue récemment dans une salle d'attente d'un hôpital du Brabant wallon. « Au moment où le médecin spécialiste est venu me chercher, il a appelé « Madame R. »... quand je lui ai demandé, arrivée dans son cabinet, pour quoi il n'avait pas prononcé mon nom en entier, il m'a répondu qu'il devait respecter le nouveau règlement européen en matière du respect des données privées ». En donnant le nom en entier de sa patiente, le médecin, estimait-il, violait ce nouveau règlement en vigueur depuis cette année. Les autres patients dans la salle d'attente auraient connu le nom de la dame appe-

lée. « Je trouve cela un peu fort. Ce médecin applique vraiment le nouveau règlement un peu trop à la lettre », estime Philippe Devos, président du conseil médical au C.H.C. de Liège et membre de l'ABSyM. « S'il avait donné le nom de cette dame en entier, en mentionnant qu'elle était atteinte de telle ou telle maladie, il y aurait eu une violation des données privées mais pas en donnant simplement le nom de sa patiente. » Le

médecin, qui est aussi chef du service de réanimation, admet pourtant que la confusion est grande parmi ses confrères.

CONFRÈRES STRESSÉS

« Beaucoup de médecins sont

stressés par ce qu'on appelle le RGPD ». Le règlement général sur la protection des données en Europe. « Des sociétés que je qualifierais de charlatans en ont profité pour contacter de nombreux cabinets. Et pas que de médecins mais aussi des kinés ou d'autres indépendants. Elles leur proposent, en échange d'une rétribution de 600 euros, de leur donner quelques conseils et recommandations pour éviter les problèmes avec ce RGPD. Nous avons pisté une de ces sociétés et nous avons découvert que son siège est au grand-duché de Luxembourg ».

Philippe Devos estime que les médecins sont démunis par rapport à ce nouveau règlement. « Il devrait y avoir un mes-

sage venant de la ministre De Block et de l'Ordre des Médecins pour qu'on y voie un peu plus clair sur ce qui peut ou ne peut pas se faire ». ●

PIERRE NIZET

Deux épidémies pour les fêtes

La gastro signe son retour depuis un mois en Belgique et l'épidémie sera bien là pour les fêtes. Les pharmacies sont prises d'assaut et les salles d'attente des médecins sont pleines à craquer. Pour éviter d'attraper le virus d'un membre

de votre famille pendant les réveillons, il faut se laver les mains très régulièrement et boire beaucoup d'eau pour nettoyer son organisme. « Bien que cela reste assez difficile et qu'on veut être ensemble en cette période, l'isolement des personnes malades reste le meilleur

moyen d'éviter la contagion de la gastro-entérite au reste de l'entourage », indique un médecin.

L'autre épidémie concerne la bronchiolite. « Il y a deux semaines, la Belgique a connu un pic de malades. Aujourd'hui, l'épidémie tend à se

stabiliser », nous confie une scientifique de l'Institut belge de Santé Sciensano. « Malheureusement, il y a peu de moyens pour s'en prémunir. Seules les règles d'hygiène de base peuvent aider ». ●

A.VLT.

Les communes en pénurie			
Hainaut	Brabant wallon	Liège	Luxembourg
Alteau-Presses	Beauvechain	Anthignes	Atterli
Beaumont	Braine-l'Alleud	Awans	Aubange
Beloeil	Chastre	Baelen	Bastogne
Bioche	Genappe	Berloz	Bertogne
Boussa	Hélicine	Braives	Bertrix
Celles	Ilre	Burdinne	Bouillon
Châtelet	Lasne	Clavier	Chiny
Chimay	Orp-Jauche	Comblain-au-Pont	Daverdisse
Cottoifaine	Ramillies	Dison	Durbuy
Comines-Warneton	Rebecq	Engis	Erezée
Courcelles	Tubize	Ferrières	Etalle
Ellezelles	Waterloo	Hannut	Fauvillers
Erpuignes	Wavre	Héron	Florenville
Estaimpuis	Namur	Jalhay	Goovy
Estinnes	Andenne	Juprelle	Houffalize
Farciennes	Anbé	Lienneux	La Roche-en-A.
Fleurus	Beauregard	Lincet	Léglise
Floubecq	Bièvre	Malmédy	Libin
Frasnes-lez-A.	Cerfontaine	Marchin	Libramont-Chev.
Froidchapelle	Ciney	Modave	Manhay
Honnin	Couvin	Nandrin	Martelange
Honnin	Dinant	Olee	Meix-dt-Virton
Jurbise	Doische	Ouffet	Mosson
Lens	Eghezée	Dupeye	Nassogne
Lessines	Fernelmont	Pepinster	Neufchâteau
Leuze-en-Hainaut	Florennes	Plombières	Paliseul
Lobbes	Gedinne	St-Georges-sur-M.	Rendux
Manage	Geves	Soumagne	Rouvroy
Momignies	Hamoit	Stavelot	Sainte-Ode
Mons	Hastière	Stoumont	Saint-Habert
Mont-de-l'Enclus	Havelange	Theux	Saint-Léger
Mouscron	Ohey	Thimister-Clermont	Tenneville
Pecq	Onhaye	Tinlot	Tintigny
Pont-à-Celles	Philippeville	Trois-Ponts	Vaux-sur-Sère
Quaregnon	Rochefort	Walmes	Vielsalm
Quénais	Somme-Leuze	Wanze	Virton
Sivry-Rance	Viroloval	Waremmé	Wellin
	Vresse-sur-Semois	Wasseiges	
	Yvoir		